



à propos... la lettre d'information de Bernard Poignant

Marchés financiers

Bernard Poignant est maire de Quimper depuis mars 2008. Il préside également la communauté d'agglomération de Quimper et le Pays de Cornouaille. Son engagement européen l'a incité à intégrer le Mouvement Européen-France ; il a été désigné membre du bureau.

Si les Français en 2012 décident de changer de Président, puis de majorité parlementaire, ce succès pour la Gauche sera beau, fêté, enthousiaste. Il faut cependant savoir une chose simple : une victoire sur Nicolas Sarkozy et l'UMP ne signifiera pas une défaite du capitalisme financier. Celui-ci reste même si le Président actuel s'en va. Il n'est d'ailleurs pas la seule difficulté. Car, pour reprendre la formule de Denis Macshane, député travailliste anglais : "Ce qui nous menace le plus, c'est l'autoritarisme communiste fusionné avec l'accumulation capitaliste". Bref, le nouveau moteur de la nouvelle histoire chinoise !

Ce ne serait pas la première fois qu'une gauche victorieuse rencontre la réalité de l'argent dès sa prise de pouvoir. En 1924, c'est Edouard Herriot, leader du Parti Radical, chef du Gouvernement après le succès électoral du Cartel des Gauches, qui parle du "Mur d'argent", c'est-à-dire de l'hostilité des milieux bancaires et financiers aux réformes économiques et sociales. En 1934, au Congrès de ce même parti à Nantes, Edouard Daladier lance le slogan des 200 familles qui dirigeraient en réalité la France. Ce sont les 200 plus gros actionnaires de la Banque de France, essentiellement des banques eux-mêmes. Il dit ceci : "L'influence des 200 familles pèse sur le système fiscal, sur les transports, sur le crédit... Elles interviennent sur l'opinion publique car elles contrôlent la presse". La formule sera reprise à l'approche du Front Populaire. Il suffit de remplacer "200 familles" par "marchés financiers" pour retrouver notre actualité.

Même le Général de Gaulle devra dire que la politique de la France ne se fait pas à la corbeille, quand au moins il y avait une corbeille. Dans ces années 60 et 70, la Gauche montre du doigt les multinationales, nouveau diable, nouvel enfer. En 1981 et au-delà, il a bien fallu faire avec elles et aucun Gouvernement n'a empêché une entreprise de s'épanouir dans le champ mondial. La France dispose aujourd'hui de plusieurs grands champions que l'on aurait bien tort de torpiller en vol.

La première décennie du XXI^e siècle a mis en avant les marchés financiers. Aux yeux du grand public, ils n'ont pas de nom, sauf celui de Madoff. Ils s'incarnent parfois dans une personne qui devient le prototype du trader moyen : c'est le cas de Jérôme Kerviel. Chaque jour dans le monde changent de main environ 8 000 milliards de dollars. Ces sommes dépassent chacun d'entre nous et deviennent irréelles, car elles n'ont aucun point de comparaison avec les budgets des ménages, de la plupart des entreprises, voire ceux des Etats.



Si la Gauche gagne en 2012, ces marchés financiers ne disparaîtront pas d'un coup de baguette magique. Il y aura toujours des lieux, même électroniques, où s'échangeront des capitaux au comptant ou à terme. Marché des devises, marché des actions, marché des taux, donc de la dette, ou marché des matières premières : aucun programme présidentiel ne proposera leur disparition, sauf à l'extrême Gauche qui pense la France de demain en Albanie d'hier.

Cette situation donne aux dirigeants de la Gauche qui aspirent à la fonction suprême au moins trois devoirs. Le premier est celui de la pédagogie auprès du corps électoral. Il faut faire connaître, faire comprendre, expliquer la réalité de ce capitalisme financier pour bien ajuster le programme d'aujourd'hui et éviter les déceptions de demain. Après tout, les petites économies de millions de Français sont injectées dans ces marchés, directement ou indirectement.

Le deuxième devoir est celui du projet de régulation de ces marchés. La Gauche retrouve son terrain internationaliste. Là aussi, il ne faut pas croire que la France décidera toute seule. Il faut convaincre les Américains, nos partenaires européens, les Japonais et désormais nos interlocuteurs chinois, indiens et brésiliens.

Enfin, il est urgent de réduire notre dette pour moins dépendre de ces marchés, d'autant que nos emprunts sont contractés à près de 60% auprès d'établissements étrangers. La réduction de l'endettement devient un combat d'indépendance nationale, pour gagner en souveraineté. Si on doit emprunter à l'étranger pour payer nos fonctionnaires et leurs pensions, c'est catastrophique pour notre propre influence mondiale.

Depuis que l'on sait que les premières transactions avec paiement et livraison différée remontent à l'Antiquité, que les options sur les bulbes de tulipes en 1630 aux Pays-Bas sont considérées comme le premier exemple de marchés de produits dérivés... on devrait avoir compris quelque chose en 2010 !